



HAL
open science

Extractivisme : lutter contre le déni

Benoit Monange, Fabrice Flipo

► **To cite this version:**

Benoit Monange, Fabrice Flipo. Extractivisme : lutter contre le déni. *Écologie & politique : sciences, culture, société*, 2019, 59, pp.15-28. 10.3917/ecopo1.059.0015 . hal-02491798

HAL Id: hal-02491798

<https://hal.science/hal-02491798v1>

Submitted on 1 Mar 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Écologie & Politique n° 59

EXTRACTIVISME : lutter contre le déni

Benoit Monange (Fondation de l'Écologie Politique)

Fabrice Flipo (IMT-BS / LCSP)

Encore devoir mettre en avant la matérialité écologique de l'activité économique

It's just one of those things.

When you need cobalt

Nothing else will

Suffice.

Richard Brautigan, 1976¹

Combien de fois l'a-t-on dit ? De Malthus à Jevons en passant par le Club de Rome, de Marx (notion de « métabolisme ») à la Théorie de la Dépendance, les auteurs ont été nombreux, dans le passé, à souligner non seulement que l'activité économique repose sur des flux de matière et d'énergie, mais aussi que sa croissance s'accompagne de prélèvements croissants dans la biosphère, et même au-delà, dans la mesure où celle-ci ne désigne que les lieux où la vie est présente en permanence. « L'extractivisme » entendu comme « exploitation massive et destructrice de la nature² » n'a donc rien de neuf, à l'ère moderne, sinon peut-être le mot. L'histoire des techniques classiques est d'ailleurs le plus souvent une suite de bulletins de victoire dans l'ordre de la quantité mobilisée, ce qui signe une certaine manière, pour une société, ou une classe dirigeante, de voir sa propre trajectoire. Maurice Daumas³ ou Bertrand Gille⁴ ont beau se défendre d'écrire l'histoire de cette manière : il suffit de parcourir leurs ouvrages pour se rendre compte qu'ils s'en éloignent fort peu. Dans son œuvre fondatrice Leroi-Gourhan est très clair : si le progrès moral reste difficile à mettre en évidence, le progrès technique ne peut pas être nié⁵.

Progrès certes mais progrès dans quel ordre ? L'étymologie du terme montre que la positivité associée à ce terme depuis Condorcet ou Rousseau, compris comme synonyme de perfectibilité, n'est pas si évidente. Le progrès désigne d'abord un pas supplémentaire dans l'évolution dans une direction ; ainsi dans le domaine militaire le fait de progresser vers une position ennemie. Hegel distingue trois sens⁶ : le simple mouvement de l'histoire, qui est un fait constitutif irrépressible de la condition humaine, et même de la vie ; le progrès dans une direction donnée ; et le développement de la raison, dont il voyait l'accomplissement dans l'Europe de son époque. Les progrès dans l'ordre de l'usage croissant de la nature

¹ R. Brautigan, *C'est tout ce que j'ai à déclarer*, Le Castor astral, 2016.

² A. Bednik, « Extractivisme » in G. D'Alisa, F. Demaria et G. Kallis, *Décroissance. Vocabulaire pour une nouvelle ère*, Le passager clandestin, 2015, p. 239.

³ Maurice Daumas, *Histoire générale des techniques. 5 tomes* (Paris: PUF, 1962).

⁴ Bertrand Gille, *Histoire des techniques* (Paris: Pléiade, 1978).

⁵ André Leroi-Gourhan, *Le geste et la parole I. Technique et langage*. (Paris: Albin Michel, 1964), p. 288.

⁶ G.W.F. Hegel, *La raison dans l'histoire (1822)*., UGE 10-18 (Paris, 1993).

s'accompagnent constamment de bulletins de victoire ; ainsi découvre-t-on chaque jour une « utilité » à tel ou tel élément chimique jusque-là laissé à lui-même : « âge du bronze », de la vapeur, de l'électricité etc. Le numérique est un bon exemple : sollicitant une dizaine d'éléments à ses débuts, dans les années 1970, il consomme désormais un ensemble de matériaux représentant plus de la moitié du tableau de Mendeleïev. L'économie soi-disant « immatérielle », « virtuelle », « à coût de reproduction nul » est en effet une industrie extractiviste de première grandeur, absorbant 60 % du tantale mondial, 60 % de l'indium, 7 % du cuivre, 20 % du lithium ou encore 35 % du cobalt⁷.

Le développement économique mondial de la société thermo-industrielle repose sur une réalité physique à la fois très bien saisie et invisible. La quantité de savoir accumulée en sciences de l'ingénieur, en physique ou dans les registres commerciaux enregistrant les achats et les ventes de « matières premières » montrent que les récits historiques narrés par Gille et Daumas s'inscrivent dans la réalité triomphante vécue par des millions d'acteurs dans le monde, qui tirent de multiples usages des « ressources naturelles ». En tant qu'usagers finaux, nous savons évoquer la résistance du plastique, la légèreté de l'aluminium ou l'insensibilité à l'eau de l'acier inoxydable. Nous savons que les nouvelles colles, les tissus « techniques » et autres perceuses sans fil reposent sur la maîtrise de la matière. Dans l'ordre de la production, les robots succèdent aux machines-outils ; Marx s'enthousiasmait déjà de cette capacité de la bourgeoisie à faire sortir littéralement *de la terre* des forces productives encore jamais vues⁸. Le problème est que cette lecture n'est pas « écologique » : elle est économique, c'est-à-dire uniquement tournée vers l'usage des seuls individus humains pourvus de pouvoir d'achat. Ni l'entreprise ni l'utilisateur ne voient clairement ni d'où viennent ces matériaux ni où ils vont, une fois mis au rebut. L'espace public gorgé de publicité masque tout ce qui pourrait décourager le consommateur ; il écarte soigneusement tout ce qui pourrait être un obstacle à l'achat. Non sans quelques contradictions, évidemment, la plus importante étant celle que Marx a mis en avant voici plus de 150 ans : la tendance des capitalistes à compresser les salaires d'un côté et chercher des débouchés pour leurs produits de l'autre⁹ ; d'où des crises récurrentes de surproduction telle que celle de 2008 qui laissa par exemple en Espagne des centaines de milliers de logements neufs sans acheteur.

Un écart existe donc entre la vision économique et la vision écologique de la matière, qui se retrouve par exemple dans les « systèmes de management environnemental » (SME) des entreprises, tels que la certification ISO14001. Avec cette nouvelle comptabilité, là où l'entreprise ne voyait la matière que sous son angle utilitaire, avec le plus souvent des dénominations commerciales associées à des propriétés (par exemple, le Duralumin, le Plexiglas ou le Roundup), elle découvre une insertion dans la biosphère, et les caractéristiques pas toujours reluisantes de ses produits sur ses habitants. Les entreprises certifiées ne se distinguent donc pas forcément par le fait qu'elles polluent moins que les autres, mais qu'elles le savent ; les autres l'ignorent, ou du moins doivent mettre en place une comptabilité distincte pour le savoir : c'est ce fameux SME. Si la dimension matérielle de l'économie est bien saisie du point de vue des utilités pour l'entreprise ou l'utilisateur, au travers de dénominations commerciales et de nomenclatures définies avec soin, tel n'est pas le cas de la dimension écologique, rarement présente. C'est l'un des axes classiques de la critique écologiste de l'anthropocentrisme. Des progrès doivent toutefois être notés depuis quelques décennies, à la suite des travaux pionniers des frères Odum¹⁰ ou du Club de Rome. L'OCDE publie ainsi depuis quelque temps des rapports montrant une accélération vertigineuse des

⁷ EcoInfo.cnrs.fr

⁸Karl Marx, *Le manifeste du parti communiste* (1847), Paris, UEG 10/18, 1962.

⁹Karl Marx, *Le Capital* (1867) (Paris: PUF, 1993), LIVRE 1.

¹⁰Howard T. Odum, *Ecologie* (1963), Montréal : HRW, 1976 ; *Environment, power and society*, New York : Wiler, 1971.

flux de matières utilisées pour alimenter l'activité humaine¹¹, comme l'on pouvait s'y attendre. Cette amplification des prélèvements de ressources est désormais mise en avant sous la forme d'un tableau de courbes croissantes¹², symbolisant le débat sur « l'Anthropocène », terme proposé par Crutzen et Stoermer en 2000 pour désigner l'entrée dans une nouvelle ère géologique, caractérisée par l'importance des flux générés par l'activité humaine, que les auteurs font commencer fin 18ème siècle¹³. Faut-il y voir le triomphe de la puissance humaine ou au contraire l'hybris délirante de quelques-uns de membres ? Les deux récits coexistent¹⁴, avec d'autres¹⁵ ; ils étaient déjà sous-jacents à l'analyse de Marx, qui louait la grande machinerie tout en déplorant la rupture de métabolisme. Ce qui est certain est que la tendance ne semble pas sur le point de s'arrêter. Dans un rapport récent, l'OCDE ne craint pas d'y voir une dynamique à la fois irrésistible et insoutenable. Elle prédit ainsi un doublement de l'utilisation de matières premières non renouvelables à l'horizon d'une quarantaine d'années, doublement dont elle évalue elle-même que les conséquences en termes de réchauffement climatique, d'atteintes à l'environnement et à la santé, seront sévères¹⁶.

Cette logique rencontre heureusement des oppositions, aujourd'hui comme hier¹⁷. C'est d'ailleurs dans cette perspective que doit se comprendre le concept « d'extractivisme », suggère Anna Bednik, qui a suivi de près les usages du terme. Le mot est d'abord un signifiant vide¹⁸ : un signifié sous-déterminé, pouvant englober une classe de significations diverses, par-delà le pluralisme des situations concrètes, toutes singulières. Extractivisme crée des ponts entre les personnes engagées dans des résistances à l'exploitation des ressources naturelles. Il les fait « se connaître et se reconnaître » « en nommant un ennemi multiforme dont chaque attaque est subie, contrée ou esquivée séparément et localement » (A. Bednik, dans le dossier). Il leur permet de s'unir, de devenir visible, d'acquérir de la force. Pourquoi extractivisme et non un autre mot, tel que par exemple « productivisme » ? Les mots sont récupérés ou anesthésiés par le politiquement correct et la guerre politique. Des mots nobles tels que le développement durable ou même l'écologie ont été vidés de leur signification, mobilisés pour nommer leur contraire. Ces détournements ne sont pas seulement de l'ordre du mensonge : il s'agit d'une destruction du langage, du sens, comme le pointait fort justement Frédéric Lordon à propos du discours macronien : « Quand Mme Buzyn dit qu'elle supprime des lits pour améliorer la qualité des soins ; quand Mme Pénicaud dit que le démantèlement du code du travail étend les garanties des salariés [...] On est dans la destruction du langage et du sens même des mots... »¹⁹. La destruction du sens fait partie d'une stratégie : l'atomisation de ce qui peut faire obstacle aux desseins du pouvoir en place. Ernesto Laclau et Chantal Mouffe ont théorisé à nouveaux frais cette question stratégique par excellence, du pouvoir des mots d'ordre et des slogans à réaliser l'unité et donc devenir menaçante.

¹¹W. Steffen *et al.*, « The Trajectory of the Anthropocene. The Great Acceleration », *The Anthropocene review*, vol. 2, n° 1, 2015, p. 81-98 ; U. Bardi, *Le grand pillage. Comment nous épuisons les ressources de la planète*, Les petits matins, 2015.

¹² Par exemple : <https://www.pbl.nl/en/infographic/welcome-to-the-anthropocene-trends-in-human-development-and-environmental-pressures>

¹³ Paul J. Crutzen et Eugene F. Stoermer, The « anthropocene », *Global change*, no 41, pp. 17-18, 2000. <http://www.igbp.net/news/opinion/opinion/haveweenteredtheanthropocene.5.d8b4c3c12bf3be638a8000578.html>

¹⁴ Ray Kurzweil, *Humanité 2.0 : la bible du changement*, Paris : M21, 2007 ; Pablo Servigne et Raphaël Stevens, *Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, Paris : Seuil, 2015.

¹⁵ Christophe Bonneuil & Jean-Baptiste Fressoz, *L'événement anthropocène*, Paris : Points, 2016.

¹⁶ OECD, *Global Material Resources Outlook to 2060. Economic drivers and environmental consequences*, OECD publishing, 2018 (<http://www.oecd.org/environment/waste/highlights-global-material-resources-outlook-to-2060.pdf>).

¹⁷ François Jarrige, *Technocritiques : du refus des machines à la contestation des technosciences*, Paris : La Découverte, 2014.

¹⁸ Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, *Hégémonie et stratégie socialiste*, Paris, Les solitaires intempestifs, 2009 [2001].

¹⁹ <https://www.millebords.org/spip.php?article32933>

Le dossier est composé de divers regards portés sur ce que recouvre cette lutte contre « l'extractivisme », que l'on doit donc comprendre comme un mouvement social, ou plus exactement comme un ensemble d'initiatives cherchant à se fédérer ou se coordonner et faire système. Cette logique de prélèvement massif de ressources venant alimenter la machine économique est à la base du concept d'extractivisme que se dossier se propose d'explorer. Le terme émerge au tournant du ^{xxi}^e siècle par des chercheurs et des militants d'Amérique du Sud pour décrire à nouveaux frais ce que le phénomène d'exploitation intensive et généralisée de la nature dont ils étaient témoins sur leurs territoires avait de nouveau²⁰. Les projets extractivistes auxquels ils sont confrontés ignorent aussi bien l'épuisement des ressources que les impacts destructeurs d'un point de vue social et environnemental, créés par des processus d'accaparement qui ne se limitent pas aux seules ressources fossiles ou minérales mais concernent également les ressources hydriques, la foresterie, l'agriculture, la pêche, la faune sauvage, etc. Dans le contexte sud-américain, l'accent est mis sur la description d'une mécanique extractiviste dans laquelle les ressources extraites sont principalement destinées à l'exportation sous forme de matières premières non transformées et donc dans une logique de dépossession pour les communautés présentes sur les territoires de l'extraction. Les gains financiers pour les communautés sont minimes alors que les coûts socio-environnementaux engendrés peuvent être énormes. C'est un point déjà mis en avant dans le passé, avec la Théorie de la dépendance et l'idée de substitution aux importations ; l'idée était de se développer en se réappropriant progressivement la valeur ajoutée, en remontant la filière de fabrication, de la ressource naturelle à faible valeur vers la conception et la fabrication, avec parfois l'idée d'aller jusqu'à la déconnexion²¹. Le terme d'extractivisme renouvelle et réactualise l'analyse d'un système qui s'apparente à un colonialisme perpétué sous d'autres formes, permettent un déplacement de richesses vers les pays occidentaux²², en conséquence d'une dans la division internationale du travail, de fournisseur de matières premières à bas coût pour les pays du Premier monde²³.

Cette vision d'un monde coupé entre Premier et Troisième monde doit cependant être nuancée. De nombreux États du Premier monde se comportent de manière extractiviste sur leur propre sol, il suffit de penser au gaz de schiste aux États-Unis. On oublie souvent que le Canada ou l'Australie comptent sur leur sol des mines parmi les plus grandes du monde. Le cas de l'Allemagne et de son charbon est assez présent dans la sphère médiatique française, souvent mis en avant pour vanter indirectement les mérites du nucléaire hexagonal, présenté comme « propre », en dépit des mines au Niger et des résidus sur le territoire français. Aux débuts de l'industrialisation, le choix de l'Angleterre de se tourner vers le charbon de terre était consécutif à la raréfaction du charbon de bois. Des processus de colonisation intérieure ont pu se produire et existent encore aujourd'hui, ainsi dans le cas de l'Australie et des terres aborigènes. Rappelons ces mots savoureux de Giono, dans sa *Protestation contre l'installation d'un centre nucléaire à Cadarache* (1961) : « Cadarache est à 8 kilomètres à vol d'oiseau de Manosque [...] Si on me dit que, malgré son innocuité certifiée, ce centre nucléaire ferait courir quelque danger à Paris et aux hôtes de l'Élysée, je répondrai que notre sort et celui de nos enfants présents et futurs nous sont également très chers »²⁴. De nombreux

²⁰ E. Gudynas, « The New Extractivism of the 21st Century : Ten Urgent Theses about Extractivism in Relation to Current South American Progressivism », *Americas Program Report*, Center for International Policy, 2010 ; A. Acosta, « Extractivism and neo-extractivism : two sides of the same curse », dans M. Lang et D. Mokrani (dir.), *Beyond Development : Alternative Visions From Latin America*, Transnational Institute, 2013, p. 61-85.

²¹ Samir Amin, *La déconnexion. Pour sortir du système mondial*, Paris : La Découverte, 1986,

²² N. Sersiron, *Dette et extractivisme. La résistible ascension d'un duo destructeur*, Utopia, Paris, 2014.

²³ S. Amin, *Le Développement inégal : essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*, Éditions de Minuit, Paris, 1973.

²⁴ <http://cpourdireplus.over-blog.com/article-523182.html>

mouvements de résistance locaux dans les pays occidentaux se reconnaissent donc aujourd'hui dans la lutte contre l'extractivisme²⁵.

On l'aura compris, quelque soit le contexte, l'enjeu reste le même : utiliser la nature tout ou en partie simplement comme un moyen, et non comme une fin en soi²⁶.

Logiques extractivistes

« L'activité extractiviste appartient à l'ordre moral du capitalisme thermo-industriel ; elle habiterait son âme, si le capitalisme avait une âme ! »

Alain Gras²⁷

Les contributions à ce dossier proposent une perspective kaléidoscopique au travers d'expériences extractivistes hétéroclites dans leurs formes et leurs histoires mais qui témoignent toutes d'une même logique d'exploitation de la nature dont l'accélération exponentielle est en profonde contradiction avec les discours environnementaux des décideurs économiques et politiques.

Dans la contribution qui ouvre ce dossier, Anna Bednik revient sur la construction historique de cette notion, sa dimension critique et son ancrage dans les luttes des communautés locales. Le terme d'extractivisme, dont on comprend qu'il est d'abord apparu comme un support pour cristalliser le vécu commun de luttes environnementales éparses, s'est révélé d'une grande force heuristique pour mettre à jour la dépendance structurelle du système économique mondiale à l'égard des ressources naturelles. Comme la « grande frontière » de la conquête du territoire étasunien, la frontière des ressources exploitables est sans cesse repoussée.

L'Arizona est justement un de ces territoires qui a vécu l'annexion par la « grande frontière » et la domestication de ses ressources naturelles. Dans leur présentation de la naissance de la société extractiviste en Arizona, Claude Le Gouill et Anne-Lise Boyer montrent bien comment le concept d'extractivisme façonné dans les terres du Sud est parfaitement généralisable aux autres expériences d'exploitation de la nature y compris dans des territoires du Nord. L'activité minière y est intense depuis plus d'un siècle et a, par bien des aspects, préfiguré les process de l'industrialisation extractiviste et des logiques de constitution d'espaces « sacrificiables ».

Bien sûr lorsqu'il s'est agit d'extraire, ce sont les ressources les plus facilement accessibles qui ont été prélevées en premier – les « low hanging fruits » qui sont les plus rentables, ces « cheap commodities » mises en avant par Jason Moore comme moteur du capitalisme²⁸. Au fur et à mesure que les matériaux sont plus difficiles à atteindre (et donc plus coûteux, du point de vue financier ou énergétique), les techniques mises en œuvre sont aussi plus destructrices. On pense par exemple au *mountaintop removal*, que l'on peut décrire comme une décapitation de cime de montagne, technique déjà envisagée dans les années 1950 pour contrôler le climat (laisser passer les vents)²⁹, ou bien encore à la technique de la fracturation hydraulique (*fracking*). Le développement de cette technique, gourmande en eau et accompagnée d'injection d'adjuvants chimiques est à l'origine de l'explosion de la production de gaz et de pétrole de schiste. Des réserves d'hydrocarbures de roche mère, autrefois inatteignables, suscitent alors toutes les convoitises. Le documentaire « Gasland » de Josh Fox

²⁵ A. Bednik, *Extractivisme. Exploitation industrielle de la nature*, Le passager clandestin, Lyon, 2016 ; M. Brier et N. Desquesnes, *Mauvaises mines*, Agone, Marseille, 2018.

²⁶ Voir entre autres F. Flipo, *Nature et politique*, Amsterdam, Paris, 2014.

²⁷ A. Gras « Creuse la terre pour incendier le ciel, la tragédie du mythe extractiviste » in Y-M. Abraham et D. Murray, David (dir.), *Creuser jusqu'où ? Extractivisme et limites à la croissance*, Ecosociété, 2015, pp.351-368.

²⁸ Jason Moore, *Capitalism in the web of life* (New York: Verso, 2015).

²⁹ Voir Science & Vie no 500, 1959.

a sensibilisé aux impacts sanitaires et environnementaux de la fracture hydraulique. On sait moins que la « course aux gaz de schiste » a aussi ouvert de nouveaux fronts extractivistes dans les pays du Sud. Dans son article centré sur le cas tunisien, Sabria Barka nous présente les pressions extractivistes qui apparurent lorsque des estimations firent apparaître que les réserves tunisiennes de gaz de schiste étaient 10 fois plus importantes que les réserves de gaz conventionnel. Face à la précipitation des grandes compagnies étrangères et à l'avidité des responsables locaux, dénoncer les dangers de la fracturation hydraulique constitue un véritable défi, voire une menace pour sa propre sécurité, comme le montre les plusieurs centaines de militants assassinés chaque année. Mais parfois la montagne accouche d'une souris, ainsi lors des réserves mirifiques annoncées en Pologne dans les années 2000 : les compagnies repartirent bredouilles, le potentiel ayant été grossièrement surévalué.

Qu'en est-il de la situation française ? L'industrie minière a longtemps été très puissante en France et a laissé les marques profondes de son passage sur les territoires sacrifiés. L'un des exemples les plus édifiants des dégâts durables de cette activité est visible dans la vallée de l'Orbiel. Dans cette région audoise, la dépouille de Salsigne, qui fut la plus grande mine d'or d'Europe avant sa fermeture en 2004, diffuse subrepticement et inexorablement les résidus des millions de tonnes de déchets toxiques toujours présents sur le site : souffre, métaux lourds, bismuth et une quantité considérable d'arsenic. Cette pollution percole dans les environs, lentement mais continuellement lorsqu'elle est charriée par les cours d'eau, de manière beaucoup plus intense et précipitée à chaque crue. L'Orbiel qui recueille l'eau ruisselant de la mine présente des taux de 600 microgrammes d'arsenic par litre quand le seuil de potabilité de l'Organisation Mondiale de la Santé est fixé à 10 microgrammes maximum. En août 2019, l'Agence Régionale de Santé a révélé que 38 enfants habitant aux alentours de l'ancienne mine faisait l'objet d'une surveillance particulière car ils présentaient des taux d'arsenic supérieurs à la moyenne³⁰. Malgré ce passif lourd, des velléités d'imposer un « renouveau minier français » sont réelles car notre pays recèle toujours « un réel potentiel pour plusieurs substances stratégiques »³¹. Par ailleurs, comme le rappelle Guillaume Pitron³², sauf à ne plus utiliser du tout ces ressources, ou à les recycler en totalité, les mines paraissent toujours incontournables. Ainsi, répondant aux questions du journal *Les Echos*, Emmanuel Macron, alors Ministre de l'économie, présentait un point de vue sans ambivalence sur la question :

« Il y a une richesse sous le territoire français, notamment de l'or, en France métropolitaine et en outre-mer. Compte tenu des enjeux économiques qui sont les nôtres, nous ferions une erreur profonde en ne l'exploitant pas. Il faut donc lever le tabou qui laisse penser qu'on ne pourrait plus exploiter le sous-sol de notre pays.[...] la France a décidé de reconquérir le sujet minier et de se redonner un avenir dans ce domaine. »³³

Dans l'entretien que nous avons conduit avec eux, les auteurs de l'ouvrage *Mauvaises mines*³⁴, Mathieu Brier et Naïké Desquesnes, décortiquent pour nous les ressorts de ces tentatives de redémarrage d'une activité minière en France et les éléments de *greenwashing*

³⁰ Le Monde avec l'AFP, « Dans la vallée de l'Orbiel, ancienne plus grande mine d'or d'Europe, 38 enfants surexposés à l'arsenic », *LeMonde.fr*, 13 août 2019.

³¹ R. Galin, « Le renouveau minier français et les matières premières stratégiques », *Annales des Mines – Responsabilité et environnement*, 2016/2, n°82, pp. 77-80.

³² Guillaume Pitron, *La guerre des métaux rares : la face cachée de la transition énergétique et numérique*, Paris : Les liens qui libèrent, 2018.

³³ M. Jacque, « Interview : L'avenir de la France dans l'industrie minière, selon Emmanuel Macron », *Les Echos*, 23 août 2015. <<https://www.lesechos.fr/2015/08/lavenir-de-la-france-dans-lindustrie-mini%C3%A9re-selon-emmanuel-macron-270399>>

³⁴ M. Brier et N. Desquesnes, *Mauvaises mines. Combattre l'industrie minière en France et dans le monde*, édition Les Ami-e-s de Clark Kent, 2018.

qui les accompagnent. Car il est bien évident que l'extractivisme du XXI^e siècle est un extractivisme « propre » et « responsable » et que les nouveaux sites ne sauraient donner naissance à autre chose qu'à des « mines vertes » ! Face à cette reconquête minière, les oppositions sont morcelées, même si des opérations de coordinations existent. Pour les auteurs de *Mauvaises Mines*, l'opposition à l'extractivisme doit passer par une triple lutte : juridique (contre les permis et pour la réforme du code minier), politique (par la mobilisation collective) et enfin physique (par les blocages et l'installation de *Zones à Défendre*).

Par ailleurs, mineur et « métallo » ont longtemps constitué l'élite du monde ouvrier.

La question du post-extractivisme est donc complexe. Des éléments socio-historiques, mineurs et « métallo » ont longtemps constitué l'élite du monde ouvrier, se mêlent à des préoccupations environnementales et socio-économiques. Une chose est de mieux répartir la valeur en empêchant le dumping, ou encore de bloquer l'expansion de la production, une autre est de définir le juste niveau de consommation de ressources. En repartant de l'Amérique latine et d'une analyse écosocialiste de l'extractivisme, Mathieu Le Quang donne du relief à cette complexité. En effet, la situation de forte dépendance des économies latino-américaines vis-à-vis de l'exploitation des ressources naturelles oblige à trouver les voies permettant de concilier la protection de la nature et des communautés et la lutte contre la pauvreté. Surtout que cette « transition écosociale soutenable » qu'il dessine peut difficilement être portée par un seul pays isolé compte tenu du contexte géopolitique où les réactions néolibérales sanctionneraient sévèrement le pays qui voudrait sortir seul du modèle hégémonique. Dans un rapport récent, Jen Moore et Manuel Perez-Rocha ont par exemple répertorié 36 cas de recours de compagnies minières devant des instances d'arbitrage internationales contre des États d'Amérique Latine ayant imposé des restrictions à des projets d'extraction. La Colombie a elle seule est menacée de devoir indemniser des compagnies minières à hauteur de 18 milliards de dollars pour avoir voulu protéger des territoires des communautés indigènes ou des écosystèmes fragiles qui alimentent en eau plus d'un million de personnes³⁵.

Ne faut-il pas alors s'intéresser à la question du droit ? C'est ce que fait dans le dernier article de ce dossier la juriste Valérie Cabanes. Pour elle, il est nécessaire de créer un nouveau concept juridique, le crime d'écocide. Intégré au Statut de Rome de 1998 qui régit la Cour Pénale Internationale l'écocide pourrait ainsi être poursuivi devant la Cour comme les autres crimes relevant de sa juridiction. D'une manière plus générale, reconnaître la nature comme sujet de droit dans différents niveaux de juridiction permettrait de sérieusement limiter les tentations extractivistes et offrirait une protection face au recours des entreprises aux règles néolibérales du commerce mondial³⁶. Si elle en fait le pivot de sa réflexion, Valérie Cabanes complète son approche juridique en appelant également à remodeler notre système de gouvernance pour répondre aux nouveaux enjeux de l'anthropocène et nous rappelle les mots de la Déclaration des droits de la Terre-Mère de Cochabamba proclamée par la Conférence mondiale des peuples contre le changement climatique: « L'humanité fait face à cette alternative : soit emprunter la voie du capitalisme, de la déprédation et de la mort ; soit s'engager sur le chemin de l'harmonie avec la nature et du respect de la vie ».

Kiruna ou le syndrome de Stockholm de l'extractivisme suédois

³⁵ J. Moore et M. Perez-Rocha, *Extraction Casino. Mining Companies Gambling with Latin American Lives and Sovereignty Through International Arbitration*, Rapport de l'Institute for Policy Studies, Mining Watch Canada et le Center for International Environmental Law, avril 2019, <<https://ips-dc.org/report-extraction-casino/>>

³⁶ Sur le développement de l'idée de conférer aux entités naturelles le droit de se défendre en justice et la reprise de cette proposition comme revendication par plusieurs mouvements sociaux écologistes contemporains, voir également : M. Toussaint, « Construire un nouveau « nous ». À propos de Christopher Stone, Les arbres doivent-ils pouvoir plaider ? », Revue Terrestres, n°3, 16 janvier 2019, <<https://www.terrestres.org/2019/01/16/construire-un-nouveau-nous/>>.

« La ville s'effondre, elle est peu à peu engloutie par la mine. Des visions d'apocalypse surgissent – gouffres, brèches, glissements de terrain, maisons et silhouettes aspirées par le fond – quand il s'agit d'une menace plus insidieuse : édifices qui se froissent, béton qui se lézarde, trottoirs qui se fendillent comme du biscuit sec, béances et craquellements. »
Maylis de Kerangal, *Kiruna*, 2019 ³⁷

Quelque soit l'heure, même sortis des entrailles du sol gelé, les rayons solaires demeurent absents. Kiruna est située à 150 kilomètres au nord du cercle arctique. A partir de début décembre, pour de longues semaines, la ville est enveloppée par la nuit polaire. En hiver la température moyenne est de -14°C. Par une nuit de janvier 1999, la station météorologique locale a enregistré un record de -43,3°C. Pendant longtemps, seuls quelques Saamis osèrent occuper ce territoire hostile. Suite à la découverte d'un gisement de fer, une société minière s'est établie en 1890. La ville de Kiruna s'installe à proximité de la mine éponyme et, forte du développement de l'activité minière, héberge désormais plus de vingt mille personnes. La richesse du sol est extraordinaire. Kiruna, plus grande mine du monde, s'enfonce jusqu'à 1,3 km sous la surface. Encore loin d'être épuisée, elle a déjà produit plus d'un milliard de tonnes de minerai. Mais les plis rocheux du bouclier granitique scandinave réservaient encore une surprise aux Kirouniens. Le gisement si prolifique s'enfonce dans le sol avec une inclinaison de 60° qui le conduit directement sous la ville. Poursuivre l'extraction conduira inexorablement à un effondrement de la ville. Interrompre l'extraction conduira inexorablement à l'abandon de la ville.

La mine exerce une telle emprise sur les habitants de Kiruna que lorsque la société minière a proposé de déplacer la ville, cette proposition n'a rencontré aucune résistance. Bo Nilsson, un sociologue suédois, a enquêté sur les réactions des habitants à l'annonce de déplacement de la ville³⁸. Il décrit une telle relation de « dépendance et de subordination » envers la société minière que les habitants rationalisent sans réserves le fait que la mine, tel un Moloch moderne, engloutisse leurs maisons, leurs rues, leurs espaces de vie.

Cet enfermement dans le système extractiviste, pour combien, bien au-delà de Kiruna, s'accompagne-t-il d'un puissant syndrome de Stockholm dont on connaît les ressorts : une promesse de croissance, de consumérisme, de mobilité à énergies fossiles. Cette extractivisme, de toute manière intenable dans un monde fini soumis aux lois de l'entropie³⁹ et qui entraîne tragédies humaines et écologiques, il faut bien trouver les voies pour s'en libérer.

³⁷ M. de Kerangal, *Kiruna*, La Contre Allée, 2019, p. 59

³⁸ B. Nilsson, « Ideology, environment and forced relocation: Kiruna - a town on the move », *European Urban and Regional Studies*, Vol. 17, n° 4, pp. 433-442.

³⁹ Y-M. Abraham et D. Murray, David (dir.), *Creuser jusqu'où ? Extractivisme et limites à la croissance*, Ecosociété, 2015.